

Conseil national du 5 février 2022 – Marseille

Notre Conseil national se tient à moins de 80 jours du premier tour de l'élection présidentielle. Il se tient aussi la veille de notre grand meeting au Parc Chanot et je voudrais commencer par saluer très chaleureusement nos camarades des Bouches-du-Rhône qui nous accueillent ici et qui travaillent à la réussite du grand rassemblement qui aura lieu demain. Notre Conseil national se tient aussi à un moment où la dynamique autour de notre candidat commence à se sentir. J'y reviendrai.

I. Le contexte de la campagne

1. Le contexte international : bruits de bottes ou choix de la paix ?

Depuis des semaines, des bruits de bottes résonnent aux portes de l'Europe et menacent la paix. Ces bruits de bottes, ce sont ceux que l'on entend à la frontière russo-ukrainienne. Après avoir longtemps joué les utilités et semblé suivre aveuglément la position américaine, le PR doit se rendre en Russie et affirmer vouloir plaider en faveur de la désescalade. Qu'il y ait du calcul politique derrière tout cela, c'est évident. Pour autant, tout ce qui permettra d'éviter le pire est bon à prendre.

Pour notre part, notre position est claire : la France doit choisir le camp de la paix en refusant à la fois les visées impérialistes de Vladimir Poutine et la volonté des Etats-Unis de s'appuyer sur l'OTAN pour accroître leur influence en arrimant l'Ukraine à l'OTAN.

Pour retrouver une voix forte, la France doit sortir de l'OTAN. En commençant par se retirer tout de suite du commandement militaire intégré. C'est possible, elle l'a déjà fait en 1966. Mais une telle démarche doit se doubler de nouvelles initiatives pour assurer la sécurité collective des peuples et des nations.

Et la France serait plus crédible pour porter la voix de la paix et de la sécurité collective si elle ne figurait pas en tête du classement des exportateurs d'armes, aux côtés des États-Unis et de la Russie !

Pour nous, la feuille de route est claire : nous voulons aboutir à un traité conclu sous l'égide de l'ONU, dont le principe central sera d'en finir avec l'engrenage de la confrontation.

Il est urgent de recréer de la confiance entre les deux grands ensembles européens : les États de l'Union européenne et la Russie. Chaque État signataire devra s'engager à ne pas mettre en œuvre de mesures susceptibles de mettre en cause la sécurité d'autres États signataires. Et cela vaudra pour tout le monde, pour la Russie comme pour les pays de l'OTAN.

Une chose est absolument certaine, en tout cas : cette question de la paix sera l'un des enjeux, l'une des grandes questions de cette élection présidentielle qui approche à grand pas.

2. Europe : une présidence française pour quoi faire ?

Fin 2021, on annonçait en grande pompe la présidence française de l'UE autour de la devise « relance, puissance, appartenance ». Alors qu'il eût été plus légitime de repousser cette présidence après la période électorale, E. Macron a décidé à l'inverse de s'en servir comme tremplin pour les présidentielles.

Pourtant, derrière le vernis de la com et les mots qui sonnent bien, la réalité est cruelle. La présidence française entend promouvoir « une Europe humaine ». Alors que 92 des 450 millions d'Européens vivent sous le seuil de pauvreté, et que la gestion de la crise sanitaire a encore exacerbé

les inégalités. Pourtant, derrière cette belle formule rien n'est dit sur l'éradication de la pauvreté, ni sur l'égalité de salaires entre les femmes et les hommes, qui doit être une mesure immédiate et contraignante. Rien n'est dit sur la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales, qui permettrait de récupérer au moins 200 milliards par an volés aux peuples ! La présidence française pourrait promouvoir une Cop fiscale mondiale, comme le propose notre candidat, afin d'engager une véritable lutte contre l'évasion, l'optimisation et la concurrence fiscale. La lutte contre la pauvreté passe aussi par une revalorisation des salaires partout en Europe. Contrairement à l'Espagne, sous l'impulsion des communistes, et à l'Allemagne, E. Macron refuse cette augmentation en France et, s'il parle de « *salairé minimum européen* », il n'avance aucune mesure concrète qui permettrait d'avancer en ce sens.

La réalité, c'est que tout appellerait aujourd'hui à une remise en cause des choix européens passés. La pandémie à elle seule donne matière à réflexion. Souvenons-nous que la Commission européenne a appelé les Etats européens à 68 reprises (rien que ça) à réduire leurs dépenses de santé entre 2011 et 2018. En France, cela s'est traduit, rien que pendant le quinquennat à Macron à la suppression de 17500 lits. On pourrait dire la même chose concernant les brevets. Prisonnière de ses logiques libérales, l'Union européenne se refuse à plaider en faveur de la levée des brevets. Ce faisant, elle protège les intérêts des grandes firmes pharmaceutiques et elle empêche la vaccination des pays du Sud.

L'heure devrait donc être à la remise en cause de ces traités européens. Ils sont d'ailleurs, de fait, caducs puisque les règles budgétaires si souvent présentées comme intangibles ont dû être remises en cause. Il faut profiter de ce moment pour plaider en faveur d'un nouveau traité qui tourne la page de ces politiques libérales.

3. Le contexte en France : la croissance, pour qui ?

Le contexte, en France, sur le front économique, c'est un Ministre de l'économie qui se gargarise bruyamment d'une croissance à 7%. Derrière le chiffre, il y a une réalité beaucoup plus contrastée. Outre le fait qu'il y a là un effet de rattrapage liée à la très lourde récession de l'année passée, il faut s'interroger sur ceux qui bénéficient de cette embellie économique vantée par le gouvernement. L'année 2022 est surtout marquée par une distribution record de dividendes aux entreprises du CAC 40. Le champagne est de sortie. La situation n'a à l'évidence pas la même saveur pour tout le monde. En Europe, les dividendes prévus pour 2022 s'élèvent à 410 milliards d'euros. La France est deuxième pays d'Europe, premier pays de l'Union européenne avec 66 milliards d'euros de dividendes attendus, quasiment au même niveau qu'en 2019, avant la crise et donc avant le COVID. Alors que beaucoup appelaient de leur vœux une « monde d'après » différent du « monde d'avant », force est de constater que sur ce front-là, c'est business as usual et que le monde d'après ressemble comme deux gouttes d'eau au monde d'avant.

Cette situation contraste singulièrement avec la réalité sociale du pays. Ses 4 millions de mal-logés, 6 millions de chômeurs, ses 7 millions de Français qui dépendent de l'aide alimentaire, c'est 10 millions de Français qui vivent ou plutôt qui survivent en dessous du seuil de pauvreté. Surtout, au-delà des plus précaires, qui sont de plus en plus nombreux, c'est la grande majorité des Français, du monde du travail, qui souffre de l'inflation, des factures qui s'alourdissent, des dépenses contraintes qui ne cessent de croître.

Cette contradiction-là, sera, à n'en pas douter, au cœur de la campagne présidentielle. Elle l'est d'ailleurs déjà, pour une bonne part.

II. La campagne présidentielle

1. Un Président candidat sans l'être

Le premier tour de l'élection présidentielle avance à grand pas. Etrange campagne, avec un Président sortant qui n'est toujours candidat, mais dont tout le monde a bien compris qu'il le sera. Ses soutiens se sont d'ailleurs minutieusement organisés pour qu'il soit le premier à rassembler les 500 parrainages qui permettent de se porter candidat à la présidentielle. Il le fait en utilisant sans vergogne son statut de Président de la République pour pousser les feux de sa candidature. Un Président-candidat, un candidat-Président qui commence déjà à lancer des ballons d'essais sur l'orientation de sa future campagne. Je pense en particulier aux pistes instillées sur l'avenir de nos universités. Il y a quelques semaines, Macron a lancé devant les Présidents d'université l'idée selon laquelle « On ne pourra pas durablement rester dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants, dans un modèle beaucoup plus financé par l'argent public que partout dans le monde. Ce qui se dessine, c'est un système à 3 vitesses : grandes écoles, universités d'élite financées par le privé et universités publiques sous-dotées pour les autres.

De même, sur le front du travail, le Président de la République a fait fuiter l'idée d'une semaine de travail de 45h par semaine pour les plus jeunes, réputés plus vaillants que leurs aînés.

En tout cas, une chose est sûre : rien de tout cela ne ressemble à une remise en cause des politiques menées par le dernier quinquennat. Au contraire, ce qui se dessine ressemble bien d'avantage à une fuite en avant libérale.

2. Abstention et incertitude

En l'absence de candidature déclarée du Président de la République, force est de constater que la campagne n'a pas véritablement démarré dans la tête des Français. Force est de constater aussi que ceux qui ne veulent pas de la politique de Macron ne voient pas aujourd'hui (en tout cas, à gauche) de candidature sur laquelle se porter, du moins massivement. Tout cela engendre, d'une part, par un intérêt relativement faible pour la campagne avec, à la clé, un risque important d'abstention et, d'autre part, par une très forte incertitude des électeurs à moins de 3 mois du premier tour.

Une abstention élevée, historique même en avril prochain, n'est pas inéluctable mais est un risque très sérieux qui semble se confirmer à cette heure. **Ce risque doit être d'autant plus souligné que l'élection présidentielle est celle qui, d'ordinaire, mobilisait le plus.** Une enquête Odoxa publiée il y a quelques jours indique que l'abstention pourrait atteindre 30 % en culminant auprès des jeunes, des catégories populaires, des femmes. Et elle pourrait atteindre un tiers de l'électorat de gauche, deux fois plus que dans l'électorat de droite.

Au-delà de l'abstention, cette inadéquation conduit à une très forte instabilité et mobilité électorale. Parmi les Français-es qui ont l'intention de voter, plus d'un-e sur deux, 54 %, ne sait pas encore pour qui et ce sont plus des deux tiers de l'électorat PS et de l'électorat EELV qui hésite. D'ailleurs, selon la fondation Jean Jaurès, 30 % des électeurs ont changé d'avis ces deux derniers mois. Ces mesures de l'instabilité électorale sont elles-mêmes historiques quelques semaines. Si l'on se reporte à la sûreté de choix des électeurs, les chiffres sont éloquentes. Seuls 56% des électeurs de JLM sont sûrs de leur choix, 38% de ceux de Taubira, 48% de ceux de Jadot. A rebours, à droite, les choix ne sont certes pas cristallisés mais plus sûrs néanmoins : 74% de ceux de Macron, 65% de ceux de Pécresse, 72% de ceux de Le Pen ; 70% de ceux de Zemmour. Les électeurs

de droite sont globalement plus sûrs de voter et plus sûrs de leur choix. Source IFOP. C'est dire s'il y a encore du jeu et donc du travail !

3. Attentes de gauche

Cette situation doit d'autant plus interpeller que les attentes des Français sont pour une très large part des préoccupations « de gauche », des thématiques historiquement portées par la gauche. Alors que l'automne était monopolisé par les thématiques liées à l'identité et l'immigration avec la montée en puissance de la candidature Zemmour, la question du pouvoir d'achat est aujourd'hui sur toutes les lèvres. Elle arrive très nettement en tête des préoccupations des Français. C'est le cas dans toutes les études d'opinion. Et derrière cette question du pouvoir d'achat, c'est celle des salaires qui est évidemment posée. Le sondage réalisé pour L'Huma par l'Ifop l'indique de manière éloquente. 80% des français sont favorables à une augmentation générale des salaires. 64% estiment que leur paye est insuffisante au regard du travail qu'ils effectuent, 75% insuffisante au regard du coût de la vie.

Tous les candidats l'ont compris, rivalisant d'entourloupes pour faire mine de proposer des augmentations de salaires sans toucher au capital. C'est le cas de Valérie Pécresse qui propose, grande originalité, une hausse des salaires nets par une réduction des cotisations sociales. Elle a d'ailleurs dû revoir sa copie. Dans sa version initiale, sa proposition prévoyait une prise en charge de la baisse aux 2/3 par l'Etat et pour 1/3 par les entreprises. Le MEDEF est passé par là et la hausse de 10% est désormais une hausse de...3%. Hausse qui n'en est pas vraiment une puisque le salaire brut, lui, ne baisse pas.

Ce qui est certain en tout cas, c'est que l'attente des Français est là, qu'elle se porte très nettement sur cette question décisive des salaires et du pouvoir d'achat. Il est d'autant plus frappant que, dans un tel contexte, la droite, toutes composantes confondues se trouve à un niveau historiquement haut et la gauche, elle, poursuit sa décomposition.

4. La gauche décomposée

A gauche, le spectacle de la décomposition se mue en feuilleton sans fin. La primaire, présentée par certains comme la solution miracle a pris des allures de farce. Elle devait permettre la désignation d'une candidature d'union. Elle aboutit en la désignation d'une candidate supplémentaire dont on a bien du mal à saisir le programme, elle en premier. Cet échec est assurément lié au mode de désignation choisi avec ce vote qui ressemble à un bulletin de notes. Lié aussi au choix des candidatures retenues dont on a eu bien du mal à saisir les tenants et les aboutissants. Pour ce qui nous concerne, les organisateurs de la primaire n'ont pas jugé utile de nous y intégrer. Nous ne nous en sommes plaints. A contrario, les candidatures de Mélenchon, Hidalgo et Jadot étaient proposées alors qu'ils s'opposaient au processus et souhaitaient voir leurs noms retirés. Tout cela ne ressemble à rien et complexifie une situation déjà illisible pour le commun des mortels.

Surtout le primaire ne règle pas le problème de fond auquel la gauche est confrontée. La primaire et la plupart des candidats de gauche raisonnent à périmètre constant. Or le périmètre est bien étroit. Il rassemble, tous candidats confondus, un électeur sur quatre, ce qui est bien maigre. Et encore, du côté des ouvriers et des employés, ceux-là qui ont longtemps rassemblé les gros bataillons de la gauche, c'est encore moins. Et encore beaucoup moins si l'on prend en compte l'abstention. C'est ce qui nous a conduit à considérer que le problème de la gauche n'est pas d'abord sa division mais sa faiblesse, non pas d'abord sa dispersion mais sa connexion. C'est là le cœur du problème. Et c'est

précisément à ce problème-là que nous voulons nous atteler avec la campagne de Fabien Roussel.

III. Notre campagne

1. Les étapes franchies : programme, identité du candidat (atouts, spécificités)

Depuis le mois de janvier, nous avons franchi de nombreuses étapes. Les vœux de Fabien le 17 janvier, la présentation très réussie du programme le 24 janvier, plusieurs séquences médiatiques qui nous ont permis de mieux faire connaître nos propositions et notre candidat.

Le programme, d'abord. Il est le fruit du travail de notre Conseil national qui l'a largement enrichi sous la houlette efficace de notre camarade Christian Piquet. Il est désormais disponible au prix de 2 euros et l'essentiel des 180 propositions est disponible sur notre site de campagne, qui depuis enregistre d'ailleurs des records de fréquentation. Il se veut à la fois radical au sens où il s'attaque à la racine des problèmes : le pouvoir de l'argent, les traités européens libéraux, les institutions conçues pour éloigner le peuple de décision. Mais il se veut aussi pragmatique et applicable. Il aborde tous les grands sujets de la vie quotidienne qui taraudent les Français. Il nous permet aussi de dégager nos choix, sans détours avec clarté. Le choix d'une France du travail et des bons salaires plutôt que d'une France du chômage et des minima sociaux (ce qui ne veut évidemment pas dire qu'ils doivent être baissés mais qu'il faut s'atteler à produire de l'emploi pour pouvoir s'en passer car personne ne rêve d'une vie au RSA), le choix du service public plutôt que celui du tout privé (et le scandale des EHPAD est là pour nous rappeler ce qu'engendre le privé quand le service public n'est pas là pour remplir à un besoin vital), le choix d'une France où villes moyennes, petites villes et villages sont maillés de services publics plutôt que d'une France de la métropolisation à marche forcée, le choix d'une écologie populaire, d'une écologie des solutions, plutôt que d'une écologie des punitions.

2. Un travail qui commence à porter ses fruits, à renforcer grand angle

Ce travail que nous avons engagé depuis plusieurs mois maintenant commence à porter ses fruits. Nous avons désormais un candidat qui commence à être mieux identifié, une identité politique qui se dessine plus clairement, celle d'une gauche populaire. Populaire au sens où elle ne laisse de côté aucun des sujets qui taraudent les classes populaires, et en premier lieu les salaires et le pouvoir d'achat. Le meeting de Stalingrad nous a permis de porter cette question et d'en faire l'axe majeur de notre campagne. La polémique somme toute lunaire sur le droit à l'alimentation a permis, quant à elle, et sans que nous l'ayons prémédité, de faire coup double. D'une part, d'aborder un vrai sujet de préoccupation pour des millions de Français et d'ancrer la candidature de Fabien comme celle d'une gauche qui a les deux pieds dans la glaise. D'autre part, de mettre en exergue la déconnexion d'une partie de la gauche. Déconnexion qui n'est pas étrangère à sa faiblesse.

Tout cela commence à rencontrer de l'écho. La notoriété de Fabien progresse, même s'il reste encore beaucoup moins connu que ses concurrents. Sa popularité progresse nettement dans tous les tableaux de bord, en particulier chez les ouvriers et chez les jeunes. Il fait jeu égal (sondage IFOP) avec Mélenchon chez les jeunes au diplôme bac ou inférieur au bac. Il est perçu comme sincère, authentique, proche des gens. Un candidat du peuple, qui vit au milieu des gens. Bref, un candidat dont le programme colle à la personnalité. Tout cela n'est pas neutre dans un contexte où la politique est souvent perçue à mille lieues des préoccupations populaires. Enfin, tout cela commence à se traduire dans les intentions de vote. Nous avons commencé la campagne à 1%, nous étions

scotchés à 2% depuis septembre, nous sommes autour de 3% en moyenne et un sondage publié hier nous place à 4%. Tout cela ne doit en aucun cas nous conduire à verser dans l'autosatisfaction. La campagne est encore longue et nous pouvons faire beaucoup plus. Mais ce début de progression doit être un encouragement, une invitation à accroître nos efforts pour faire connaître notre candidat et nos propositions.

Ces derniers jours montrent d'ailleurs que nous pouvons être rejoints par des forces nouvelles. Je pense aux soutiens qui commencent à affluer émanant des anciens amis d'Arnaud Montebourg, pour une part issus des rangs mélenchonistes, d'ailleurs. Un appel de François Cocq est paru dans Marianne ce lundi, un autre d'une quinzaine de responsables de la campagne de Montebourg a suivi, d'autres sont en cours. Tout cela montre le potentiel de soutiens. Il va grandir dans les semaines à venir. Sachons nous adresser à cette gauche en perte de repères qui peut trouver dans la candidature de FR une réponse à ses interrogations, l'offre d'une gauche populaire et républicaine. Sachons nous adresser largement au monde syndical, aux responsables associatifs qui sont, eux aussi, à la recherche d'une alternative. Tout cela pourrait déboucher sur la constitution d'un CN des JH dans les prochaines semaines qui regrouperait les soutiens les plus emblématiques à la candidature de FR.

3. Notre feuille de route (meetings, matériels de campagne, organiser la campagne)

Il nous reste donc moins de 3 mois pour marquer des points supplémentaires. Nous pouvons faire l'événement à gauche, j'en suis convaincu. Pour cela, il faut faire connaître largement notre candidat et ses propositions. Plus d'un Français sur 2 ne le connaît pas encore. Et nous avons la chance d'avoir un candidat qui gagne à être connu. Alors allons-y. Nous avons en main tous les outils pour le faire. Le livre programme, le 8 pages qui en résume les principales propositions, la lettre aux Français tirée à 5 millions d'exemplaires.

J'attire aussi votre attention sur des questions très concrètes abordées par FR qui peuvent donner lieu à des initiatives dans vos FD. La perspective d'interdictions des voitures critères 3,4 et 5 à horizon 2025 et plus tôt dans bcp de métropoles inquiète beaucoup de monde. Notamment les familles les plus modestes. Propositions faites par FR. Tract et conférences de presse. Baudrier.

Grands meetings. Marseille demain, Avion 24/02, Bordeaux 01/3, Valenciennes 3/3, Le Havre 5/3, Paris 10/3, Nantes 23/3, Toulouse 27/3, Lyon 2/4, Lille 7/4.

La question des déplacements. Il n'y en aura pas bcp plus. Rôle des PP.

Parrainages.